

Le retour du politique

Articles

Le 29 janvier 2009 | | 1 messages

Depuis le début des années 1980, on a supprimé petit à petit les règles du marché financier. Les Etats nationaux et les organisations internationales ont supprimé beaucoup de contrôles des marchés financiers. Partout, on a favorisé la libre circulation des capitaux. Aujourd'hui, c'est la crise financière et économique. Chacun demande le retour de l'Etat et du politique.



Photo : Belga

Pendant la crise économique des années 1970, il fallait beaucoup d'argent pour restructurer les entreprises « malades » de la crise. Il fallait donc des capitaux qui circulent librement. Le marché financier s'est donc développé sans règles. Des banques et des sociétés ont créé des produits financiers en tout genre. Le système est devenu presque incontrôlable. Cela a conduit à la crise d'aujourd'hui.

Quand la crise financière, partie des Etats-Unis, a touché les banques européennes, qu'a fait l'Union européenne ? Au début, pas grand-chose. Fin septembre, il y a bien eu l'accord des 3 pays du Benelux : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas pour sauver Fortis. Mais les Pays-Bas étaient mécontents de l'accord. Ils l'ont rompu quelques jours plus tard. Certains dirigeants européens demandaient une réponse européenne à la crise. Mais beaucoup de gouvernements voulaient encore agir seuls pour sauver « leur » système bancaire. Finalement, les choses ont changé. En octobre, les 27 pays de l'Union européenne ont adopté un plan d'action pour lutter contre la crise financière. Le plan reprend les principales mesures définies par les dirigeants politiques des pays de la zone euro, quelques jours plus tôt. Pour certains observateurs, c'est un effet positif de la crise financière : l'Europe est plus unie dans une situation grave qui dépasse les Etats nationaux : la crise économique qui s'annonce. Evidemment, les gouvernements des pays agissent toujours sur leur territoire. Mais les actions doivent être aussi discutées au niveau européen.

Et ce n'est qu'un début, nous dit-on. Avec la crise financière, on voit donc le retour du « politique ». Etats, gouvernements, banques centrales, organisations internationales, ... Toutes les structures publiques ou qui ne sont pas complètement soumises à la loi du marché privé interviennent pour sauver le système financier et rendre « la confiance ». Mais en échange de ce sauvetage, les dirigeants politiques annoncent de nouvelles règles. Le système financier devra être plus transparent et mieux contrôlé.

Effets personnels

La gestion de la crise a aussi des effets plus « personnels », sur les dirigeants européens.

En Allemagne, Angela Merkel s'était d'abord opposée au plan européen. Elle a ensuite changé d'avis. En Grande-Bretagne, le premier ministre, Gordon Brown, plutôt favorable à un marché sans règles, a lancé un plan de sauvetage des banques britanniques. Ce plan a inspiré le plan de sauvetage des banques européennes. En Belgique, le premier ministre Yves Leterme n'avait pas une très bonne image. Dans la crise des banques Fortis et Dexia, le gouvernement Leterme est intervenu rapidement. Et il a redoré son image. Pour un temps seulement.

Des petits actionnaires de Fortis mécontents ont lancé une action judiciaire. Et le 12 décembre, la Cour d'appel de Bruxelles gèle pour 65 jours une partie de la participation de l'Etat belge dans Fortis Banque Belgique. Elle bloque donc le rachat par la banque française BNP-Paribas. Sale coup pour le gouvernement belge. Puis c'est le coup de grâce. Le 18 décembre, un rapport du président de la Cour de cassation affirme qu'il y a des « indications importantes » selon lesquelles le gouvernement aurait fait pression pour que la justice approuve le plan de sauvetage de Fortis. Le 19 décembre, Yves Leterme présente sa démission et celle de son gouvernement.

C'est Nicolas Sarkozy, le président français qui a frappé le plus fort. Considéré comme « l'ami des riches », le président Sarkozy a pourtant fait de nombreuses déclarations pour que l'Europe agisse et mette fin aux abus du système financier. Il s'est opposé publiquement aux « primes de départ » exagérées de dirigeants bancaires fautifs ou « incapables ». Au nom de l'Union européenne, Sarkozy a poussé l'idée de réunions mondiales des dirigeants de la planète pour modifier les règles du système financier. Notre système économique, le capitalisme, n'en est pas à la première crise de son histoire. Le capitalisme financier, non plus. L'avenir dira si le retour du politique pour sauver le système changera réellement les règles du jeu.